

MCHAPAJI



Pour un monde rural solidaire, équitable et prospère

KWA USAIDIZI WA



# Wakulima Amkeni

Mtetezi wa mkulima ni mkulima mwenyewe

Trimestriel de l'information du monde paysan publié par la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo, FOPAC en sigle

Bureau: 32 Av. Karisimbi, Q. Mikenso, Commune de Goma  
en face de la mairie de Goma, n° 19 Septembre - Décembre 2010

Champ avec GIFS et Champ Témoin de maïs à Walungu. Deux champs semés le même jour. L'intensification agricole basée sur les intrants externes reste la voie à suivre si l'on veut parvenir à une production compétitive dans le pays



## Première Edition du Carrefour Paysan

Les paysans de la RDC élèvent la voix

• Après des fructueuses échanges, marqués par le partage d'informations diverses sur l'agriculture congolaise et des analyses participatives de la situation du monde paysan congolais en général et de l'agriculture congolaise en particulier, les organisations paysannes de la RDC réunies en carrefour paysan à Kinshasa au Centre Bondeko du 28 novembre au 01 décembre 2010, ont fait le constat, que leur pays, la RDC, est toujours dépourvue d'une politique agricole malgré l'existence d'une loi fondamentale de l'agriculture dont l'adoption traîne encore à l'assemblée nationale. La part de l'agriculture dans le budget de l'Etat demeure très faible malgré l'adhésion de la RDC au protocole de Maputo qui enjoint les pays signataires à consacrer 10% de leur budget national à l'agriculture

## **Uchumi jimboni Kivu ya Kaskazini huwezi kuinuka bila kutilia mkazo kwa kilimo na ufugaji**

Tunapochunguza historia ya Kongo ya Kidemokrasia, tunatambua kwamba uchumi wa jimbo la Kivu ya Kaskazini ulianza kuharibika tangu mwaka 1990. Leo hii kumepita myaka 20. Wakati huo kulianzishwa magomvi na vita mahali pengi inchini na hasa zaidi jimboni Kivu ya Kaskazini. Ambavyo vilileta mauaji kwa uwingi na kiyolela na hasa wakulima wa kila aina katika mitaa yote sita ya jimbo la Kivu ya Kaskazini : Beni, Lubero, Rutshuru, Masisi, Walikale na Nyiragongo. Ni hivi kulitukia wizi, uharibifu na uporaji wa mali ya mlimo na ufugo.

Tutakumbuka kwamba kutokana na hali hiyo, karibu ngombe 500 000 zilichinjwa hata kupelekwa kiyolela na wahuni. Hapa si lazima kutaja wanyama wadogo kwani idadi yao kamili haijulikane : mbuzi, kondoo, nguruwe, sungura, na viwi hivi. Idadi ya wanyama hao ni ngumu sana kuikamilisha. Nazo gala za mashirika za wakulima ziliachwa wazi na wevi na hata nyingine kuunguzwa hapo zamani. Hata wengi wao walilazimishwa kuondoka vijijini mwao na kuenda kukaa mahali pengine na hata kwenye nchi jirani wakikimbia vita pia mizozo na hivyo kuyaacha mifugo na mavuno.

Basi, wizi na uharibifu wa mali hiyo ya jimbo la Kivu ya Kaskazini uliharibu kabisa hali ya uchumi wa jimbo na hivyo ni kupitia upungufu wa mazao sokoni ndipo wakaaji wa jimbo letu la Kivu la Kaskazini waendelea kujielekeza kwenye soko jirani kama zile za Rwanda na Uganda ili kujitafutia malisho.

Hivi kabisa hali hii ndio imewaacha raia karibu wote jimboni kutegemea misaada toka ugenini pasipo kufikiria namna ya kujitegemea wakati ambao usalama warudi vijijini.

Kwa kuwa kazi nyingi zote zinategemea mlimo na ufugaji jimboni nazo zilishuka chini hata kukawa upungufu wa pesa katika sanduku ya serikali na za kipekee na hata mabenki. Kwa jumla raia walikosa pesa na namna ya kuishi vema.

Tuseme wazi hapa kwamba kwa kuinua na kuimarisha uchumi wa jimbo la Kivu ya Kaskazini, sherti kuanzisha tena mlimo na ufugo vema. Upungufu wa kazi zile muda wa miaka 20 iliyopita ni alama wazi. Na hiyo ni garama nzito sana juu ya vichwa na mabega ya wakulima kwa jumla.

Basi shukrani kwanza kwa serikali ya jimbo la Kivu ya Kaskazini kwa kuongezea sekta ya kilimo bajeti ijapokuwa wakulima wanaongojeo ya kuyatambua mabadiliko katika sekta ya kilimo na hivi kila mkaaji awe na chakula pia na pato ambalo linamuruhusu kujibu kwa mahitaji mengine ya jamii. Hivyo kilimo

kikigaramiwa vema, uchumi wa jimbo na hata wa nchi Kongo ya Kidemokrasia utainuka.



kuwa na nia moja na kuungana na shirika hizo ambazo zaendesha utetezi huo.

*Paluku Mivimba*

Cette publication est l'appui financier et technique de l'IFDC/CATALIST, La FOPAC présente ses meilleurs remerciements à toute son équipe et à son staff de Goma et de Butembo. Elle leur souhaite également affectueux les membres et ses ptrenaires les meilleurs voeux de Noël et du nouvel an 2011. Que Dieu Notre Père bénisse nos champs et nos productions pour un marché compétitif

### **Edité par FOPAC**

Directeur de publication: Paluku Mivimba +243998386456

Rédacteur en chef: Jean Baptiste Musabyimana

Email: musant@yahoo.fr, Tel: +243 853366583, +243 994411011

### **Comité de rédaction:** Tous les membres du CA FOPAC

Le Secrétaire Exécutif de la FOPAC

Tel: +243 998623440

IFDC/CATALIST

Jean Baptiste Musabyimana

Roger Vutsoro Tel: +243 994326786

Email: fopacbureaudeliason@yahoo.fr

### **Collaborateurs:**

Romain Kyalire de CCP Nord-Kivu

Kihundu Muse

Toutes les OPA membres de la FOPAC

Jean Baptiste Lubamba de CENADP

SAFARI KADAFI de ASP

Website: www.fopac.org

Email: fopacrdrcongo@yahoo.fr

Mobile: +243 998623440

## L'Aide au Développement pour une Agriculture Compétitive

*La transformation de l'aide d'urgence en aide au développement n'est pas seulement le souci des organisations paysannes mais aussi d'IFDC/CATALIST et du Gouvernement de la RD Congo*

Le projet CATALIST de l'IFDC a organisé une conférence-débat autour de la transformation de l'aide d'urgence en aide au développement. La conférence organisée à Kinshasa en octobre 2010 sous le haut patronage de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en RDC cadre avec la vision du Gouvernement dans la relance de son économie à travers la promotion de l'agriculture.

Le sujet de l'agriculture et de son développement introduit lors du mot d'ouverture par son Excellence le Ministre de l'Agriculture est resté au centre des débats. A l'écho de la note de politique agricole du Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage de Juin 2007, les participants ont reconnu que « le secteur agricole de la RDC est dans une situation désastreuse » et que les distributions gratuites sont à éviter afin que l'aide se fasse de façon à ne pas heurter le développement mais plutôt à en préparer le chemin. C'est ainsi que tout au long de la conférence, les discussions ont convergé vers l'opinion commune que l'intensification agricole basée sur les intrants externes reste la voie à suivre si l'on veut parvenir à une production compétitive dans le pays.

Dans une présentation sur le danger des distributions gratuites des intrants et des vivres, Godefroid Kabobya, Vice-président du Conseil d'Administration du CRONGD-Sud Kivu, a montré les facteurs à la base du manque de compétitivité et a fait des recommandations en vue de causer un profond changement. Dr Henk Breman, Chef du Projet CATALIST a davantage souligné les aspects négatifs de l'aide d'urgence et insisté auprès des participants pour que le développement soit perçu comme un élément essentiel à la recherche de la stabilité à l'Est du pays. Un regard extérieur n'aurait pas manqué de remarquer qu'une présentation sur l'intensification agricole telle que celle de Samson Chiruzza, Coordonateur National de CATALIST en RDC était impressionnante de part son contenu inhabituel ! L'événement en soi constitue en effet une étape majeure dans un pays où il y a quelques quatre ans, les intrants agricoles étaient considérés comme un sujet tabou et le message comme quoi les sols du Kivu seraient très riches était très répandu.

Sous le financement de la Coopération Néerlandaise, le Project CATALIST de l'IFDC est né dans la région des Grands Lacs alors qu'il avait déjà été démontré que le bilan des éléments nutritifs du sol de la région est parmi les plus négatifs du monde (> 80 kg/ha de NPK perdus chaque année) et qu'il n'y a pas d'autres choix que d'utiliser des engrais chimiques, tout en gardant à l'esprit que ces derniers sont des primus inter pares, les premiers parmi des égaux.

Ainsi, CATALIST promeut l'utilisation des engrais dans un contexte de la Gestion Intégrée de la Fertilité du Sol (GIFS). La GIFS est un paquet de technologies développées par l'IFDC qui

a fait ses preuves au cours des quatre dernières années dans la région des Grands Lacs de l'Afrique Centrale. L'agroforesterie et l'intégration cultures -élevage sont deux composantes de la GIFS qui mèneront à la diminution des déficiences en énergie, déficiences qui constituent une menace extrême contre les parcs et les réserves de la région. CATALIST est convaincu que c'est le changement d'opinion et des approches au niveau national qui permettront de remplir les conditions nécessaires au déclenchement de l'intensification agricole non seulement à l'Est, mais également ailleurs dans le pays.



*Champ avec GIFS et Champ Témoin de Maïs à Walungu*

La vision partagée d'une agriculture compétitive qui permettra de diminuer les importations chères et d'amoindrir la dépendance de l'extérieur est ressortie de la conférence. Les participants ont unanimement reconnu la nécessité de transformer l'aide d'urgence en aide au développement. A titre d'exemple, la Représentante du PAM a fait une brève présentation au cours de laquelle elle a parlé de l'achat de vivres en RDC qui ne représente que 15% de l'aide alimentaire du PAM.

Tout en louant l'initiative de l'Ambassade des Pays Bas et de CATALIST, le Ministre a rappelé l'existence de plans de développement agricole élaborés pour chaque province du pays et souligné l'importance de concerter le Ministère et d'analyser la situation sur terrain avant de mener toute action. Une telle approche permettrait entre autres choses de rassembler les efforts des différents investisseurs et ainsi de pallier aux duplications souvent observées sur terrain. C'est dans ce sens que CATALIST et BRALIMA ont discuté de l'intérêt commun à intensifier, échanger et collaborer au Sud Kivu afin d'éviter le genre de comportement ONG telle que celui constaté parmi les producteurs actifs dans la création de champs de démonstration de la production rizicole intensive où les deux organisations sont engagées.

### Quelques résultats de la GIFS dans la région

Culture	Production intensive		Production extensive	
	Rendement (kg/ha)	Coûts de production Fc/kg	rendement (kg/ha)	Coûts de production Fc/kg
Haricots	3.500	112,5Fc	675	375Fc
Manioc	12.000	76,5Fc	5.000	96Fc
Maïs	5.000	94,5- 112,5Fc	1.000	232,5Fc
Riz	6.800	177Fc	1.800	259,5Fc

Danielle Mbesherubusa

## RDC Carbonisation

### Plus de deux cents charbonniers formés en carbonisation moderne en RDC.

*La carbonisation moderne est une étape importante dans le développement de la chaîne de valeur charbon de bois. Au cours des formations qui ont été dispensées dans les 2 provinces du Nord et Sud Kivu entre juin et novembre 2010 par IFDC via le projet CATALIST/SEW, les rendements massiques ont augmenté sensiblement et ont permis aux charbonniers d'avoir de nouvelles idées sur la suite de leur profession.*

La chaîne de valeur du charbon de bois comprend plusieurs acteurs qui doivent travailler en synergie pour qu'elle soit fonctionnelle. Elle débute par les pépiniéristes qui produisent des plants d'arbres, les planteurs, les charbonniers, les transporteurs, les grossistes et détaillants de charbon jusqu'au consommateur final. Pour qu'elle soit complète, il y a aussi des services d'appui comme les artisans de foyers améliorés, les institutions de micro-finance et l'Etat (au niveau de la législation), les institutions de recherche.



*Des charbonniers en train de monter un four moderne au site de Kabaya*

En République Démocratique du Congo, et dans les pays voisins à des degrés divers, les acteurs de la chaîne existent, mais la synergie n'est pas encore là. En analysant le contexte, IFDC-CATALIST/SEW a estimé qu'il fallait commencer par renforcer un acteur dans la chaîne afin de pouvoir remorquer les autres. Dans cette optique, des formations en carbonisation moderne ont été organisées au Sud et au Nord Kivu et ont touché plus de 200 charbonniers.

La carbonisation traditionnelle est peu rentable. Selon les estimations du rapport initial du projet CATALIST/SEW, le rendement varie entre 6 et 10% avec la méthode traditionnelle. Les effets secondaires sont aussi multiples : beaucoup d'arbres utilisés pour un faible rendement, de la fumée qui se dégage sans aucun filtre, un four qui prend beaucoup de jours (au moins une dizaine de jours en saison sèche).

Avec la carbonisation moderne, le rendement augmente sensiblement passant du simple au double dans la plupart des cas lorsque les conditions sont réunies comme le bois qui est suffisamment sec (le meilleur score obtenu est de 22% de

rendement à Buhanga au Sud Kivu). Les fours sont également rapides (5 jours en saison sèche). En outre, le matériel utilisé comme la cheminée permet de réduire l'émission dans l'atmosphère de certains éléments nocifs comme le goudron grâce à un système à l'intérieur qui oblige la fumée à faire beaucoup de détours avant de sortir.

Lors de la clôture de la formation à titre d'exemple sur le site de Kabaya, en territoire de Rutshuru au Nord Kivu au début du mois de novembre 2010, les participants étaient très enthousiastes à la vue du charbon obtenu tant en quantité qu'en qualité, et certains ont indiqué que la connaissance acquise allait changer leur façon de travailler et leur procurer des revenus qui vont leur faire vivre décemment. C'est le cas de Mme Dorothee Nyiramirimo du site de Kabaya qui a indiqué que la carbonisation traditionnelle qu'elle pratiquait auparavant comportait beaucoup de pertes, et qu'elle compte maintenant changer en adoptant la méthode moderne, et aller de l'avant.

A la question de savoir si le fait d'être ensemble avec les hommes au cours de cette formation n'a pas posé de problème, Mme Nyiramirimo a indiqué : « non, nous avons travaillé avec les hommes, et tout s'est bien passé, nous sommes contents ». Signalons que 8 formations ont été organisées au total dans les 2 Kivu. La participation a tenu en considération de l'aspect genre : des jeunes, des vieux, des femmes, des démobilisés y ont participé.

Précisons enfin qu'un film sur la carbonisation moderne a été tourné au Nord/Kivu du 2 au 8 novembre 2010 par une équipe de consultants internationaux recrutés par IFDC. Il servira comme outil de vulgarisation de cette méthode. Il est attendu pour le mois de février 2011.

Jean-Pierre KISAMARE

### Les institutions d'enseignement supérieur et universitaire du Nord et du Sud-Kivu face à la pratique de la gestion intégrée de la fertilité du sol

*Le projet CATALIST très actif au Burundi, au Rwanda et à l'Est de la RDCongo se focalise présentement sur l'accélération de l'intensification agricole à travers des activités dans divers domaines tels que la gestion intégrée de la fertilité du sol, le développement du marché des produits agricoles et des intrants, le développement des chaînes de valeurs des produits agricoles, la politique agricole et la collaboration régionale.*

De leurs côtés les universités UCB (Université Catholique de Bukavu) et UEA (Université Evangélique d'Afrique) en partenariat avec IFDC/CATALIST se sont investies dans le renforcement de l'utilisation des engrais pour une meilleure production agricole à travers la communication et la sensibilisation des différents acteurs professeurs et étudiants confondus. Cela comme voie et moyen de la nécessité d'intégration des engrais en tant que voie indispensable à l'amélioration de la production agricole. Un seul objectif global incarne ce projet. Il s'agit de contribuer

aux efforts de lutte contre la pauvreté dans la région et pour une stabilité environnementale. Lorsque ceux-là dits spécifiques sont à trois. D'abord, sensibiliser un très grand nombre d'acteurs actuels et futurs sur la nécessité de l'intensification agricole. Ensuite, essayer de comprendre la résistance à l'intensification qui provient des milieux universitaires. Et finalement, contribuer à une meilleure compréhension des engrais et de leur utilisation par les étudiants et les professeurs.



*L'agronome Kavira Sandra en séance de démonstration avec les étudiants de l'UNIGOM à Goma de la faculté Agronomique*

La mise en œuvre du partenariat entre IFDC/CATALIST et les institutions universitaires et secondaires à caractères agronomiques du Nord et du Sud-Kivu a été centrée au cours de cette année 2010 sur des conférences et des démonstrations sur la nouvelle technologie de la Gestion Intégrée de la Fertilité du Sol (GIFS). Citons entre autres les universités et écoles secondaires suivantes du Sud-Kivu : UEA, ISDR, ISP, UCB, UOB, ISEAV et ITA Mushweshwe, ITA Kaziba, ITA Miti, ITA Nyangezi, ITA Chierano. Tandis que pour le Nord-Kivu il y a lieu de retenir l'ITA Rubare, Kiwanja, Kisharo, Busanza, UCG, UNIGOM et l'UNGL de Rutshuru. Plus de 1067 étudiants et élèves de ces institutions universitaires et secondaires ont participé aux forums scientifiques sur l'intensification agricole à travers la GIFS. Et des tests de démonstration ont été établis dans les champs des uns et des autres. Nous avons joints au téléphone un interlocuteur de valeur dans ce cadre précis. Il est de surcroît Préfet de l'ITA- Rubare, Monsieur Ukobizaba, en territoire de Rutshuru, qui nous a déclaré ce qui suit : « Nous avons déjà assisté à une démonstration de la GIFS dans un champ d'arachide ici non loin de notre école. Les plants ont une meilleure apparence. Toutefois, nous attendons les résultats après la récolte. Notre institution est ravie de cette collaboration déjà amorcée avec IFDC/CATALIST du simple fait que cette nouvelle pratique de la gestion intégrée de la fertilité du sol est extrêmement utile à nos étudiants qui sont d'ailleurs appelés à pratiquer les théories acquises ». De même avis que le précédent, l'ir Agronome et phytotechnicien de formation, Sendihe de l'UNIGL de Rutshuru nous déclare : « Je suis certain que si nos étudiants et élèves peuvent recevoir régulièrement des notions pareilles suivies des pratiques, en

tant que techniciens, ils contribueront à l'amélioration des pratiques culturales dans leurs milieux ruraux où les techniques sont encore traditionnelles et ne favorisent pas la meilleure production agricole ».

Signalons que l'Institut Technique Agricole de Mushweshwe quant à lui dispose d'un champ d'une étendue d'1ha de maïs semé par les étudiants en guise des pratiques de la GIFS, nous a annoncé au téléphone le préfet de l'ITA Mushweshwe.

Quelques questions générales surgissent à l'esprit des étudiants lors des conférences avec les techniciens de l'IFDC/CATALIST. Primo, les engrais sont-ils réellement bénéfiques ? Ne sont-ils pas plutôt nocifs à l'environnement ? Il paraît que des fois ils détruisent les sols et sont nocifs à la santé. Puisque les engrais chimiques accroissent la production et la matière organique, n'y a-t-il pas moyen d'utiliser la matière organique seulement et accroître significativement la production sans recourir aux engrais chimiques ?

En ce qui concerne la première préoccupation, beaucoup de gens avancent cet argument. Car, étant bien utilisés, des engrais n'ont pas d'effets nocifs et significatifs sur l'environnement. Quant au second, disons tout simplement que la matière organique accroît la production mais à une faible proportion par rapport aux engrais non organiques.

Jean Baptiste Musabyimana

## Une solution trouvée pour la valorisation des terres marécageuses en collectivité secteur de Ruwenzori



*Visite des champs du riz d'APADER à Mwenda*

Depuis longtemps, les producteurs agricoles du secteur Ruwenzori disposent des terrains marécageux sans aucune valeur, faute d'information et de formation sur l'usage de telles terres. Et beaucoup de questions étaient adressées à APADER (Associations des Paysans pour le Développement Rural) pour savoir quelle culture pouvait s'adapter sur de tels sols.

Cette organisation paysanne ayant son siège à Mwenda vient de trouver des solutions à ces problèmes du non exploitation des terres marécageuses par les paysans de cette partie du territoire de Beni il y a un an.

Avec les rendements obtenus, les producteurs du secteur de Ruwenzori disposant des terrains marécageuses, jadis sans valeur se frottent les mains et l'exploitation est certaines pour cette riziculture irriguée. Cette culture a un avantage d'être pratiquée à n'importe quel moment si le choix du terrain a été bien fait mais aussi son rendement étant très élevé par rapport à celui du riz pluvial.

La conduite de l'irrigation rizicole étant encore une nouvelle pratique en secteur Ruwenzori et en territoire de Beni en général, l'APADER encourage ceux qui désirent produire du riz irrigué en territoire de Beni de venir s'approvisionner en semences à partir de son grenier de Mwenda. Selon, le président de cette association professionnelle rizicole, APADER reste disposée à accompagner les producteurs qui voudraient pratiquer la conduite de l'irrigation dans leurs champs afin d'accroître la production du riz en augmentant le revenu dans les ménages des producteurs agricoles.

Rappelons en fin que l'IFDC/Catalist, dans son programme d'intensification agricole à travers la nouvelle technologie de la gestion intégrée de la fertilité du sol, appuie les organisations paysannes de la plaine de Ruzizi au Sud-Kivu et la LOFEPACO dans la plaine de Kyatenga en territoire de Beni au Nord-Kivu. Des bons résultats sont actuellement palpables.

## Première Edition du Carrefour Paysan Les paysans de la RDC élèvent la voix

*Après des fructueuses échanges, marqués par le partage d'informations diverses sur l'agriculture congolaise et des analyses participatives de la situation du monde paysan congolais en général et de l'agriculture congolaise en particulier, les organisations paysannes de la RDC réunies en carrefour paysan à Kinshasa au Centre Bondeko du 28 novembre au 01 décembre 2010, ont fait le constat, que leur pays, la RDC, est toujours dépourvue d'une politique agricole malgré l'existence d'une loi fondamentale de l'agriculture dont l'adoption traîne encore à l'assemblée nationale. La part de l'agriculture dans le budget de l'Etat demeure très faible malgré l'adhésion de la RDC au protocole de Maputo qui enjoint les pays signataires à consacrer 10% de leur budget national à l'agriculture*



Après des fructueuses échanges, marqués par le partage

d'informations diverses sur l'agriculture congolaise et des analyses participatives de la situation du monde paysan congolais en général et de l'agriculture congolaise en particulier, les organisations paysannes de la RDC réunies en carrefour paysan à Kinshasa au Centre Bondeko du 28 novembre au 01 décembre 2010, ont fait le constat, que leur pays, la RDC, est toujours dépourvue d'une politique agricole malgré l'existence d'une loi fondamentale de l'agriculture dont l'adoption traîne encore à l'assemblée nationale. La part de l'agriculture dans le budget de l'Etat demeure très faible malgré l'adhésion de la RDC au protocole de Maputo qui enjoint les pays signataires à consacrer 10% de leur budget national à l'agriculture ; Ainsi, les paysans de la RDC sont victimes de la pression foncière exercée par les chefs coutumiers, les ayants-droits, les chefs de terre, les grandes compagnies, etc. Dans les villes, les maraichers et maraichères sont victimes des constructions anarchiques et de la mauvaise urbanisation. Les paysans congolais sont majoritairement dépendant des semences importées.

Victimes des dons alimentaires et des importations massives des produits alimentaires. Et la Multiplicité des taxe set tracasseries mettent en péril la décentralisation tant souhaitée par les paysans et paysannes. Dans plusieurs parties du pays, les paysans n'ont pas accès à leur champ suite à l'insécurité et à la présence des nombreux groupes armés. Bien plus, l'accès aux marchés nationaux et étrangers demeure difficile pour bon nombre de paysan suite au manque de route de desserte agricole bien entretenues et suite à la multiplicité d'intermédiaires dans la filière de commercialisation des produits agricoles. La structuration paysanne existe dans les provinces mais il n'existe pas encore une plate-forme fédérative de toutes les dynamiques paysannes du pays. Les OP ont d'énormes compétences et savoirs dont la plupart demeurent moins connus, mal canalisés et peu renforcés. Il n'existe pas de plan de renforcement national des capacités des Organisations paysannes. Ce tableau sombre brossé par les délégués des organisations paysannes

au Carrefour Paysan, a poussé ceux-ci à formulent des recommandations au Président de la République et au Gouvernement ainsi qu'au Parlement afin que la situation du paysan puisse changer en RDC. Les paysans demandent au Chef de l'Etat de faire pression sur les parlementaires pour une adoption rapide de la Loi Fondamentale de l'Agriculture et de promulguer, dès son adoption, la Loi fondamentale de l'Agriculture. Ils sollicitent aussi auprès du président un soutien du Mouvement Paysan Congolais en instituant une Journée des Paysans ainsi qu'un cadre de dialogue Président – Mouvements Paysans. Ils lui recommandent de mettre en œuvre le projet d'harmonisations des différents codes : forestier, foncier et agricole, de garantir la sécurité des paysans et paysannes notamment en rémunérant bien les militaires et accentuant la lutte contre l'impunité (Tolérance zéro), de réhabiliter les Centres de recherche agricole dans les provinces et enfin de renforcer la mécanisation agricole non pas seulement par les tracteurs. Les parlementaires ont été appelés à voter la loi fondamentale de l'agriculture avant la fin de la session parlementaire en cours en vue de doter une fois pour toute l'agriculture congolaise

d'un cadre légal. Une révision à la hausse de la part de l'agriculture dans le budget national afin qu'il atteigne les 10% recommandés par le Protocole de Maputo auquel notre pays est partie prenante et l'adoption d'une loi portant sécurisation de la production agricole locale en vue de protéger le marché intérieur contre son envahissement par les produits alimentaires importés constituent aussi les attentes des paysans

### «Consommons ce que nous produisons !»



Ce slogan a pratiquement envouté le carrefour paysan au point de voir les producteurs monter au créneau pour fustiger la paradoxale dépendance alimentaire de la RDC où tout vient de l'étranger depuis les poulets congelés jusqu'aux poissons chinchards appelés communément « Tomson » en passant par le riz. Au premier plan de cette fugue paysanne, l'on note la présence des femmes riziculteurs de Kingabwa qui se sont organisés en une association appelée « AFRIKI » autrement dit Association des Femmes Riziculteurs de Kingabwa. Ces femmes qui veulent lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire disposent de deux sites d'exploitation dans la ville-province de Kinshasa, notamment le marécage du pool Malebo, à Tshuenge et à Kingabwa, le long de la rive gauche du fleuve Congo avec des terres fertiles, favorables à la riziculture inondée où 1250 ha sont sommairement aménagés. Il ya aussi les terres dans le village de Mongata et Mbankana dans la commune urbano-rurale de Maluku...



### SYNDICAT DE DEFENSE DES INTERETS PAYSANS

CHAMBRE D'AGRICULTEURS PAYSANS  
BUTEMBO/NORD-KIVU  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

B.P. 561 BUTEMBO  
Avenue WALIKALE N° 25 & 27 Nord- Kivu  
E-mail : sydiprdcongo@yahoo.fr

Site web : www.sydip.org

NORMES A RESPECTER LORS DE L'UTILISATION DES FERTILISANTS ORGANIQUES

Kg/Tonne/Produit- Voir tableau des Chercheurs Néerlandais.

Espèce Animale	N-minéral	N-organique	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	K <sub>2</sub> O	MgO	SO <sub>2</sub>
Fumier des Vaches	1,2	5,2	4,1	8,8	1	0,5
Fumier des Porcs	1,5	6,0	9,0	3,5	-	-
Fientes des Poules	8,6	10,5	20 k	13,2	1	2
Fumier des Lapins	3,3	10,5	13,8	11,7		
Fumier des Moutons	2,0	6,6	4,2	16,0	2	1,5
Fumier des Chèvres sur litière.	2,6	5,9	5,2	10,6	-	-
Compost		5	2,5	4,5	-	-
Poudre de corne		40	225	-	5	5

NB : Toutes ces formules dépendent de l'alimentation de chaque espèce.

Ceci concerne nous tous qui sommes en voie de l'utilisation des engrais minéraux et organiques pour la gestion durable de nos sols tout en sauvegardant aussi l'environnement. Pour mieux utiliser rationnellement les fertilisants tenez compte des besoins de la plante : comme pour la culture de la pomme de terre, la plante a besoin des 90% de Phosphore, 50% d'Azote et 30% à 100% de Potasse.

Nous donnons cette exemple pour montrer que en connaissant les différentes compositions chimiques de telle ou telle autre fumure suivant les espèces animales, composition de tels engrais minéraux et le besoin de la plante, nous pouvons nous même appliquer une formule quelconque à cette culture.



Champ d'un multiplicateur du SYDIP Kambale Musayi Guillaume où nous avons appliqué la formule du fumier de Moutons avec DAP.

Rédacteur Ir Edmond katembo Kaghoma

## La mécanisation agricole au sein du SYDIP fait la fierté des producteurs agricoles de Mavivi et Kayinama à Beni

Il y a une année que le gouvernement Congolais a souhaité apaiser les travaux champêtres manuels des populations rurales en leur offrant des tracteurs.

Les tracteurs ont été confiés aux organisations paysannes ayant un profil d'améliorer la production agricole de leurs membres en particulier et des autres producteurs non membres en général. C'est dans cette optique que SYDIP, Syndicat de Défenses des Intérêts Paysans en RD Congo, a bénéficié de 2 tracteurs qu'il utilise dans l'axe MAVIVI jusque KAYINAMA, territoire de Beni en faveur des producteurs paysans.

Dès le mois de Septembre 2009, les tracteurs ont été confiés aux organisations et ont été répartis dans des différents milieux ruraux selon les axes.

Durant la saison culturale allant de Novembre jusqu'à Janvier 2010, SYDIP a réalisé ses premiers essais dans le champ loué de la plantation PLANOKI III, sur l'axe Beni-Oicha en territoire de Beni, province du Nord-Kivu.



Les producteurs accompagnés à cette saison sont au nombre de 25 sur une superficie de 20 ha.

Avec cette culture mécanisée, les producteurs comme l'encadreur technicien s'attendaient à une surproduction. Mais, hélas, la production a été, à la grande déception de tous tellement médiocre qu'on ne pouvait pas s'imaginer. Ce résultat a poussé à la réflexion et analyse des causes de cette production médiocre. C'est ainsi que SYDIP a constaté que les aléas climatiques comme la non maîtrise de certaines pièces et l'inadaptation de la herse ont été à la base de cet échec. C'est là qu'il faut comprendre que les premiers essais sont souvent bourrés de beaucoup de difficultés. Ce résultat ne nous a aucunement d'essoufflé plutôt il nous a encouragé de planifier la deuxième saison où nous croyons ressaisir en tenant de tous les enjeux.

Ça y est, la deuxième saison est planifiée de Mars à Juillet 2010. L'effectif de producteurs accompagnés a augmenté de 3, autrement dit 28 producteurs sur une surface de 22ha emblavés de riz. La production a été satisfaisante de 41860

kg pour 2650kg semés avec un taux de multiplication de 15,8 pour les quatre variétés confondues.

En voici une vue d'ensemble :

Variétés	Superficie	Qnté semée	Production	Taux de multiplication
IRATE 113	11ha	1600kgs	20000kg	12,5
SUPARIKA II	1ha	50kgs	2000kgs	40
SUPARIKA I	6ha	600kgs	5060kgs	8,4
MAYAKUNYWA	4ha	400kgs	13600kgs	34
TOTAL	22ha	2650kgs	41860kgs	

Les 28 producteurs accompagnés ont été fiers, tellement que les agriculteurs paysans non accompagnés ont trouvé l'importance d'avoir des champs accessibles au service des tracteurs.

Notons tout de même que SYDIP est préoccupé également des agriculteurs paysans non accompagnés. Il prévoit négocier d'autres plantations à faveur de ces nouveaux clients. Et dans les jours à venir, SYDIP voudrait intensifier la culture du riz et de haricot dans ce secteur.

Jean Marie MULEKYA Agios

Technicien chargé de la mécanisation au sein du SYDIP

## Quoi retenir sur les conflits fonciers au Nord-Kivu



**SAFARI GASIMBA Innocent**  
Secrétaire Exécutif de l'ONG ASP

De l'histoire à nos jours, les conflits fonciers ne cessent de s'amplifier à l'Est de la RDC, spécialement dans la Province du Nord Kivu.

Pourtant, dans l'article précédent, nous croyons que le problème était à la fois vrai et faux, nous avons finalement eu une clarté à l'issue d'un travail de longue

haleine de collecte des données, d'analyse graduelle effectuée sur les données des débriefings des analyses auprès des acteurs impliqués dans la recherche action participative sur la problématique foncière liée au retour des réfugiés en collectivité chefferie des Bashali (territoire de Masisi).

Quoi retenir sur cette problématique qui intéresse à la fois la société civile et la classe politique de la Province du Nord Kivu. (... Histoire et actualité à la fois). Au moment où l'acte d'engagement signé entre les groupes armés et le Gouvernement de la RDC à Goma, au terme de la Conférence sur la Paix, le Développement et la sécurité des Province du Nord et Sud Kivu vers fin Janvier 2008, le Programme AMANI est mis en place. De ce programme, naîtra plus tard le STAREC qui a pour mission de faire le suivi de l'application des accords signés entre les belligérants.

A la suite de ce programme, plusieurs commissions sont mises en places parmi lesquelles celle de la pacification et de la réconciliation nationale. Voilà comment, une série de réflexion est amorcée pour tenter de gérer les conflits parmi lesquels ceux liés au domaine foncier qui ont trouvé un cadre construit sur un modèle peu vulgarisé jusqu'à ce jour le « CLCP ».

C'est à travers ces commissions que les conflits fonciers entre les communautés seront bientôt gérés à la base (à la fois les déplacés de longues années, les rapatriés et les populations vivant dans les milieux de retour).

En parallèle, certaines organisations locales et internationales ont déployées sur le terrain, des experts médiateurs des conflits fonciers qui, par moment sont compris par la population locale comme étant des juges, mais dont le pouvoir légal n'est pas à leurs compétences.

Pour les autres, c'est la mise en place des commissions ponctuelles de médiation ou de conciliation entre les parties en conflit. Il se dégage ainsi deux conséquences notamment la rotation des dossiers entre les structures installées dans les lieux agissant parfois sans concertation d'une part, et d'autre part, c'est la fragilité des juridictions locales chargées de gérer les questions des conflits fonciers sur un sol administré sous deux formes de droit ; « le droit écrit et le droit coutumier ». D'où venons nous, où sommes-nous et où allons-nous. L'histoire nous évaluera si nous ne sommes pas capables de nous auto évaluer.

Il y a de quoi se dire par rapport aux conflits fonciers dans la Province du Nord Kivu. « .....Est-ce que nous les comprenons avant d'interagir pour stabiliser les relations entre les communautés qui se battent pour accéder au contrôle de la terre et partant, affirmer leurs identités à travers un pouvoir qu'ils se créent sur des étendues acquises au jour le jour? »

Depuis environs une année, ASP tente de chercher à connaître les véritables conflits qui existent entre les communautés de la Province, en vue d'amener les acteurs capables d'influencer le contexte dans le but de transformer ces conflits.

Au départ, c'est la question foncière face au retour des réfugiés qui est restée une problématique complexe parce qu'elle était mal comprise ou analysée avec trop de légèreté.

L'histoire et le présent nous ont conduits à un dilemme qui nous a poussés à affirmer que la question était à la fois un vrai et faux problème.

Dans la mesure où son fondement n'était pas clair, il a fallu à l'équipe ASP un temps de contacts et de collecte des données en voulant puiser dans l'histoire et dans les pratiques locales du moment pour connaître si la question est vraie ou fausse. Ceci, pour dégager, dans la mesure où la question serait un vrai problème, les conflits autour des questions foncières, dans une perspective de retour des réfugiés installés dans les pays voisins, spécialement ceux vivant au Rwanda.

A l'issue d'un travail qui a durée environs une année, ASP a compris que les conflits fonciers liés au retour des réfugiés se manifestent suivant trois phénomènes liés ; sur lesquels, pour aider les communautés locales à vivre dans l'harmonie et la cohésion sociale, il faut agir dans l'urgence. Il s'agit des

phénomènes ci-après :

*1. Le phénomène d'expansion des espaces terriens par les grands concessionnaires à côté des paysans sans terres « très souvent expulsés ou exploités par une forme de métayage sans référence : non codifié » ;*

*2. Le phénomène de récupération des terres par les rapatriés « retournés spontanés » auprès des personnes qui réclament avoir payés (pour certains) alors que pour les autres il s'agit d'une provision de la route « Impamba » que l'on a reçue lors du départ vers le refuge ; et en fin*

*3. Le phénomène de cohabitation difficile entre les agriculteurs et les éleveurs par le fait que les vaches s'attaquent très souvent à des cultures des paysans qui sont mis en confusion sur le propriétaire des vaches lorsque l'on assiste à des affirmations vulgaires « c'est sont les vaches de tel Colonel Major etc. ».*

Dans le but d'aider les populations à cohabiter et de réduire les tensions intercommunautaires, nous pensons que les intervenants devraient être focalisés sur un domaine précis et non de se perdre sur des thématiques si complexes parfois non définis ;

Au moment où nous affirmons que la question est vraie à travers les trois phénomènes ci haut, ASP souhaiterait voir les autres intervenants donner leur degré de compréhensions sur les manifestations réelles des conflits fonciers dans la Province du Nord Kivu. Ce qui donnerait une réflexion partagée dans le prochain numéro du journal WAKULIMA AMKENI.

Mais, de toute cette analyse, Qui est ASP et que fait ASP après avoir cerné le problème réel. C'est d'abord une organisation locale de recherche et d'actions pour la Paix, agissant pour la transformation non violente des conflits.

Au lendemain de l'analyse sur les données collectées durant toute la période, ASP s'est engagée dans la voie de restituer ces analyses auprès des autres intervenants dans le domaine foncier au Nord -Kivu, en fin du mois de septembre de l'année en cours. Elle a ensuite lancée une série des missions dans la chefferie des Bashali (territoire de Masisi) comme étant le rayon d'action opérationnelle de la recherche, à Goma, à Gisenyi et est en perspective de rencontrer les compatriotes vivant dans les camps au Rwanda pour leurs expliquer la démarche et solliciter leur adhésion au processus pour qu'ils y soient intégrés.

Sur tout le parcours franchi actuellement, chercheurs d'ASP et les acteurs rencontrés ont été inanimés sur la question liée à la survie basée sur le mode d'exploitation des espaces terriens à la disposition des différentes communautés du territoire de Masisi. Voilà comment, ASP se lance dès maintenant dans une recherche action participative portant sur une sous thématique qui porte sur *la problématique de gestion de l'espace terrien entre les agris- éleveurs, leurs perceptions et ses implications*

*sur les relations entre les communautés en chefferie des Bashali (territoire de Masisi).*

Plusieurs étapes à parcourir sont envisagées mais au final c'est pour amener toutes les parties qui ont été impliquées dans la recherche, autour d'une table de dialogue en vue de définir les actions susceptibles de transformer leurs conflits.

De toute évidence, plusieurs questions se posent et nous tenterons d'y répondre dans les prochains numéros. Il s'agit de comprendre la place de l'ASP à la fin du processus, de ce que deviendront les chercheurs analystes, de comment va fonctionner les cadres de concertation qui seront « mis en place ??? », de la finalité de cette recherche comme pistes de sorties, de types de synergies à mettre en place pour aider le processus à aller jusqu'au bout, de ce que nous estimons être des retombées de la recherche action portant sur la thématique choisie par rapport aux deux autres phénomènes mis en exergues et en fin comment va-t-on évaluer l'impact des actions accompagnées par ASP par rapport aux autres actions de paix focalisées sur le fonciers dans le territoire de Masisi. Autant des questions restent d'actualité au sein de l'ASP et nous vous seront grés, chères et chers lecteurs de pouvoir avoir vos points de vue pour enrichir les réflexions qui ne visent que le développement d'une culture de cohésion sociale basée sur la cohabitation entre les communautés de Masisi en particulier, celles de la Province du Nord Kivu en général.

## **Ce qu'il faut connaître de l'Union des Coopératives du Nord-Kivu : UCOOPANOKI**



*Des producteurs de la pomme de terre encadrés par ACODRI dans le programme d'intensification agricole à travers la GIFS et sous l'appui financier et technique d'IFDC/CATALIST en territoire de Masisi à Burungu.*

L'UCOOPANOKI est l'une des grandes coopératives agricoles fonctionnant dans la province du Nord-Kivu depuis le 22 juin 1986. Une coopérative encadrant actuellement 9 coopératives primaires éparpillées dans les trois territoires du Nord-Kivu c'est-à-dire de Masisi, de Rutshuru et de Nyiragongo. L'UCOOPANOKI s'engage actuellement à la relance de ses activités à travers la restructuration de ses coopératives primaires autour des filières bien spécifiques telles que la production de la pomme de

terre et de mays en territoire de Masisi et de Rutshuru ainsi que la commercialisation de ces derniers, l'élevage de gros bétails en territoire de Masisi où sa coopérative primaire, COCOBU (une coopérative de consommateurs de Butare-Monkoto) non loin de Kitshanga détient plus de

Ils sont ravis des résultats de l'utilisation des engrais non organiques avec d'autres amendements.

400 hectares dans sa ferme avec un nombre des vaches réduit à cause des derniers conflits des guerres qui ont été signalés dans cette partie de la province du Nord-Kivu. Ces coopératives primaires de l'UCOOPANOKI sont le CAM (Coopérative Agricole de Mweso) ; COCOBU (Coopérative des consommateurs de Butare-Mokotos) ; COPROCONYA (Coopérative des Producteurs et de Consommateurs de Nyamitaba) pour le territoire de Masisi. Tandis que pour le Rutshuru, la coopérative des producteurs agricoles du Nord-Kivu accompagne la COOPAKI (Coopérative agricole de Kibirizi) ; la COOPRAAKA (Coopérative de la production agricole et artisanale de Kabizo) ; la COOPOKIB (Coopérative des polycultures du Kivu au Bwito) ; l'ACOMABI (Association des Coopératives Maendeleo de Binzi) ; la COABIKI (Coopérative Agricole de Binza-Kikombe). La seule coopérative primaire de l'UCOOPANOKI en territoire de Nyiragongo est la COAPPROKI (Coopérative d'Approvisionnement du Kivu à Kibumba-Buhumba).

L'UCOOPANOKI est dirigée actuellement par Monsieur Burume Joseph avec son Directeur Batenda Louis. Dernièrement, cette coopérative a connu une visite de l'Ingénieur Agronome Bernard Juan de la nationalité belge. Ce dernier s'est rendu à Karuba et aux environs de Ngungu avant d'aller en territoire de Nyiragongo pour s'enquérir de la situation actuelle de la production de la pomme de terre. Rappelons que dernièrement, la pomme de terre de Ngungu a été frappée par le *Rastonia solanacearum*, une maladie qui n'est pas encore maîtrisée par les producteurs agricoles.

Par Batenda Louis (Directeur-Gérant de l'UCOOPANOKI)

## **Le café au Sud-Kivu, une culture de réconciliation selon CPNCK, la coopérative des planteurs et négociants du café au Kivu**

La production de café, abandonnée depuis des décennies à cause des guerres, a repris ces dernières années à Fizi dans la province du Sud-Kivu. Elle améliore la situation économique des habitants et incite des combattants à laisser les armes. Mais surtout elle est entrain de contribuer à la réconciliation de Babembe et de Banyamulenge, longtemps ennemis.

Depuis que la Coopérative des planteurs et négociants du café au Kivu a réintroduit cette culture, la cohabitation pacifique entre les populations qui se sont évitées pendant des décennies est maintenant visible. Cela grâce aux échanges intercommunautaires qui trouvent places dans le cadre de la culture du café. Aujourd'hui, les Babembe et les Banyamulenge discutent ensemble et échangent leurs expériences pour transformer et commercialiser dans les meilleures conditions

leur production. Butoto Naum, coordinateur de l'UGEAFI, l'Union de Groupe et d'Action pour le Développement de Fizi Itombwe, se réjouit des résultats obtenus après la reprise de la culture du café à Fizi en 2006.



Il est vrai que le café est devenu en seulement 4 années une base pour la réunification de deux peuples dans la Province du Sud-Kivu, alors que celle-ci a longtemps été plongée

dans les conflits tribaux. Depuis la rébellion muleliste des années 1960, les banyamulenge et les babembe se sont affrontés et ont vécu séparés pendant plusieurs décennies. Les deux ethnies se sont ainsi longtemps accusés et provoqués mutuellement. Les Babembe considéraient les Banyamulenge comme des Rwandais ; ce qui pour eux était intolérable. Cette situation s'est encore accentuée en 1996, lors de la guerre dite de libération lorsque ceux-ci ont accompagné Laurent Désiré Kabila comme des libérateurs. C'est suite aux conflits et guerres récurrentes dans la Province du Sud-Kivu que la production du café à Fizi a été abandonnée en 1964. Mais comme l'explique KASHINDI, caféicultrice locale, la population s'est aperçue de vertu du café en comparant le niveau de vie des habitants des pays producteurs voisins : « pour moi le café représente un véritable valeur ajoutée dans ma vie. Tout particulièrement au niveau de mon pouvoir d'achat. C'est au Kenya que j'ai goûté au véritable pouvoir du café. Désireuse d'améliorer les conditions de vie des habitants de cette partie géographique du Sud-Kivu, toute la population de Fizi a décidé de reprendre cette culture. Aujourd'hui certains en tirent déjà profit mais ce bénéfice ne se compte pas uniquement en terme économique. Il se traduit également par une cohabitation pacifique entre les anciens ennemis dit-on.

## Réunification et reconversion

Les deux peuples se sont ainsi rapprochés grâce à la reprise des échanges commerciaux inter ethnique. « Nous escaladons les montagnes de Minembwe pour nous rendre chez les banyamulenge. Nous y amenons des vaches pour les échanger contre du café. Du temps de la colonisation c'est nous babembe qui nous occupions du café. Et à présent, nous échangeons nos biens contre leur production et c'est cela qui permet la pacification et la cohabitation entre nos frères et nous », déclare Victor KABUMBA caféiculteur de Nakiele.

De plus, la reprise de la culture du café encourage certains combattants à laisser les armes. Kenzo KASOLOKESHA, ancien milicien Mai -Mai s'est ainsi converti caféiculteur : « je suis un ancien combattant, mais le café m'a poussé à quitter la brousse. En cultivant le café je gagne mieux ma vie. Je viens de m'offrir un appareil photo et les clichés que je tire me procure de l'argent avec lequel je paie mes études », s'exclame Kenzo. Il lance d'ailleurs un appel à ceux qui hésiteraient encore à déposer les armes : « venez cultiver

le café », il est là pour votre bonheur » ! Cette culture rend financièrement autonome et élève le pouvoir d'achat des ménages qui peuvent ainsi subvenir à leur besoin essentiel.

## Absence de marché

Le café est présentement en abondance à Fizi malgré l'absence du marché selon Jeanne NDIBORA, veuve d'un producteur du café de Bikobokobo, regrettant cette la situation en ceci : « Nous avons de sérieux problèmes pour vendre notre récolte. Avant les acheteurs passaient, mais ils se font rares désormais à cause du mauvais état de la route. Pour Ilambo MUSHENZI, fils d'un caféiculteur de Nakiele, désespéré aussi de ce défis de la culture du café, pas seulement au Sud Kivu mais aussi dans les autres parties de la province du Nord-Kivu comme à Beni, Lubero et Rutshuru, il croit que le gouvernement doit prendre ses responsabilités afin de relancer la culture du café parmi les autres produits et étant donné que la relance de l'économie de ce pays dépendra de la promotion de l'agriculture. Il affirme ne pas savoir à qui vendre sa production à bon prix. « Les ponts sont cassés, les routes n'en parlons pas. Comment les acheteurs peuvent faire pour arriver jusqu'ici ? Quelques courageux y parviennent, mais ils nous imposent des prix dérisoires qui suffisent uniquement à nous alimenter. Mais que faire ? Nous n'allons pas abandonner notre culture par manque des clients. » Pour gagner plus, les caféiculteurs préfèrent vendre au RWANDA ; BURUNDI, en TANZANIE et au KENYA, alors que ces pays sont aussi membres de l'Organisation Internationale du Café (OIC), sans passer par le service des commerçants congolais qui n'existent presque pas. Une solution qui a permis d'améliorer temporairement leur situation économique. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que tout le monde puisse tirer profit de la seconde vie du café à Fizi. Ce qui implique encore une fois l'accompagnement efficace des caféiculteurs de ces deux provinces du Nord-Kivu pas seulement en production mais aussi à l'organisation interne de cette production.

Gilbert Makelele, Président de la CPNCK

(Tél : 0997253080, 0813136957, E-mail : cooperativecaferdcborddulac@yahoo.fr)

## Visite de Mr Andy Carlton auprès des intervenants dans la filière café

Du 13 au 16 Octobre, Mr Andy Carlton a fait une tournée dans les territoires de Beni et Lubero pour mener une étude sur la filière café depuis le producteur jusqu'à l'exportateur. Il a tour à tour visité les organisations paysannes impliquées dans la production du café, notamment le SYDIP et la COOCENKI, les acheteurs, transformateurs, les exportateurs, les services étatiques, les transporteurs, les transitaires, et toute personne qui pouvait lui fournir des informations sur le café, surtout le café arabica.

Monsieur Andy Carlton vient d'une Compagnie Commerciale Britannique appelée « Twin Trading ». Cette compagnie a

une longue expérience dans le commerce du café. Ainsi, Vredeseilanden (VECO) a contacté Andy Carlton pour étudier la potentialité pour SYDIP et COOCENKI d'exporter directement le café de leurs membres vers l'Union Européenne.

En effet, il y a deux ans que VECO a élaboré un plan stratégique visant à appuyer les agriculteurs dans le développement des chaînes de valeur. VECO joue un rôle de facilitateur qui comprend l'analyse de la chaîne, le lien avec les autres acteurs, le renforcement des capacités de la famille des agriculteurs et la facilitation du dialogue entre les différents acteurs de la chaîne.



*Des centaines des femmes gagnent leurs vies en triant le café dans les usines de traitement de café. Ci-contre, des femmes trient le café dans une usine à Butembo.*

Le premier jour, Mr Andy s'est entretenu tour à tour avec les responsables du SYDIP, de la COOCENKI, de l'ONC, pour comprendre à quel niveau ces organisations sont impliquées, leurs forces et leurs faiblesses. Après s'être entretenu avec ces acteurs, il s'est rendu sur terrain à Bulambo, collectivité des Bashu, Territoire de Beni. Il a visité les plantations de café et a même vu comment les paysans traitent le café car c'était la saison de la récolte du café. Voici quelques observations qu'il a données aux paysans :

- Il y a une potentialité de produire plus mais les champs ne sont pas bien entretenus
- Il faut bien laver le café pour qu'il soit acceptable sur le marché international
- Certains paysans récoltent les cerises qui ne sont pas en maturité (rouge)
- Il faut dépulper le café le jour-même où il a été récolté

De leur part, les paysans ont rétorqué qu'ils sont découragés par les acheteurs qui ne font pas de distinction entre le bon café et le café mal traité. Ces acheteurs donnent un même prix pour la bonne et la mauvaise qualité, ce qui décourage les agriculteurs. De Bulambo, Mr Andy s'est rendu à Beni où il a visité une usine de traitement du café; il a ensuite posé des questions pour estimer le coût de production ; puis il a contacté l'ONC, TMK (pour le transport), la SDV/Agetraf, l'OGEFREM. De retour à Butembo, il a visité la Coopérative COOEPRRA et les Etablissements Tsongo Kasereka (Au Qualitex).

De toutes ces visites, il ressort que l'exportation du café

souffre d'une multitude de taxes, ce qui conduit à un prix non rémunérateur et par conséquent, certains producteurs préfèrent vendre leur café à des acheteurs qui viennent de l'Ouganda où l'Etat a instauré une politique de promotion de la culture du café en réduisant les taxes pour donner un bon prix à l'agriculteur.

Une autre observation est que le nombre d'acheteurs du café de Beni et Lubero à travers les coopératives est devenu tellement réduit qu'une situation de quasi-monopole s'y est installée. Le café étant une source de revenu pour une grande partie de la population, il convient que les autorités politico-administratives se penchent sérieusement sur ce dossier, notamment en supprimant certaines taxes dont la finalité n'est même pas connue.

Maliyasasa Syalemberaka, *Fondation Maendeleo*

## **La loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole aux oubliettes ?**

En avril 2010, la loi agricole a été adoptée au Sénat de la RDC sous la nouvelle appellation de la loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole.

Cette première étape a été saluée par des organisations de la société civile et aussi par des partenaires qui souhaitent que cette loi puisse être promulguée rapidement en vue de combler le vide juridique constaté dans ce secteur. Après le Sénat, cette loi agricole a été renvoyée pour une seconde lecture au Parlement avant qu'elle ne soit soumise à la signature du Chef de l'Etat pour sa promulgation. Mais, voici la fin de la session parlementaire sans que cette question soit débattue même si cela avait été programmé.

Aucune information ne filtre sur la date probable de son examen en plénière. Cette situation inquiète certaines organisations de la société civile et même des partenaires qui ne voient aucune issue à cette question d'ici la fin de l'année et surtout que la dernière session parlementaire pour l'exercice 2010 vient de prendre fin et alors que l'année prochaine sera consacrée en une année électorale. Les députés risquent de se préoccuper beaucoup des élections que d'autres choses.

Pour rappel, la loi agricole vise à favoriser la mise en valeur durable des potentialités et de l'espace agricole intégrant les aspects sociaux et environnementaux, stimuler la production agricole par l'instauration d'un régime douanier et fiscal particulier dans le but d'atteindre, entre autres, l'autosuffisance alimentaire, relancer les exportations des produits agricoles afin de générer des ressources importantes pour les investissements, promouvoir l'industrie locale de transformation des produits agricoles, attirer de nouvelles technologies d'énergie renouvelable, impliquer la province, l'entité territoriale décentralisée et l'exploitant agricole dans la promotion et la mise en œuvre du développement agricole. La loi prévoit la mise en place d'un cadastre agricole au niveau des provinces, la création d'un Conseil Consultatif National ainsi que des Conseils Consultatifs Provinciaux, la création d'un Comité foncier agricole au niveau de chaque territoire décentralisée.

Il est prévu certaines exonérations de taxes, une politique de prévention et de gestion des risques majeurs et des calamités agricoles, la création d'un Fonds Nationale de Développement Agricole, dont les ressources seront mises à la disposition des banques

Commerciales et des IMF, procédures pour l'exploitant agricole industriel afin de veiller à la protection de l'environnement...

Certaines questions restent certes à clarifier notamment la relation et la cohérence de cette loi par rapport au code minier, code forestier, la loi foncière, la loi semencière, et d'autres lois sous sectorielles.

La FOPAC/Nord-Kivu avec les autres organisations des producteurs agricoles de la RD Congo réunis en Carrefour paysan à Kinshasa du 28 Novembre au 1er Décembre 2010 en interpelle les députés nationaux à voter cette fois –ci la loi fondamentale qui est actuellement en analyse au niveau de la commission Environnement et aménagement de l'Assemblée nationale.

*La rédaction*

## 6,6 % soit 6 186 563 250 FC, voici le budget alloué à l'agriculture pour l'exercice 2011 dans la province du Nord-Kivu

Le Gouvernement provincial a adopté un budget de l'ordre de 93 361 582 122 FC pour l'année 2011. Un montant qui contraste jusqu'à ce jour avec les objectifs du programme mis en route par le gouvernement de cette province du Nord-Kivu. La part du budget alloué à l'agriculture est de 6 186 563 250 Francs congolais soit 6,6% du budget 2011. Voilà un seuil qui est encore un peu loin d'effleurer celui fixé à Maputo (capitale de la Mozambique) où en 2003, les Etats africains se sont engagés à consacrer 10% de leur budget à l'agriculture.

Cette part réservée à l'agriculture dans la province du Nord-Kivu devra servir à l'organisation des ateliers de sensibilisation pour la relance agricole en milieu ruraux, de sensibilisation des agriculteurs et des autorités locales sur la lutte contre le WILT bactérien (maladie des bananiers et de manioc), de sensibilisation des pêcheurs et autorités locales sur la lutte contre la pêche illicite (organisation de patrouille sur Lac Kivu et Lac Edouard), renforcement des capacités (formation des vétérinaires dans 3 villes et 6 territoires de la province, renforcement des capacités des agronomes (3 villes et 6 territoires), renforcement des capacités des techniciens de pêche dans toutes stations de pêches, organisation de la Foire Agricole de Goma pour la paix FAGOP (édition promotion du secteur agro-pastoral en Province), renforcement des capacités des animateurs ruraux de 6 territoires, séminaires ateliers et rencontres CARG, renforcement des capacités des

agents d'IPME et vulgarisation des textes légaux, achat et distribution des semences vivrières, achat et distribution des semences maraichères, multiplication des semences CAPSA Luotu et Kahunga, achat des géniteurs gros et petits bétails race améliorées acquisition des boutures des variétés résistantes à la trachéomycose, apprentissage en intrants agricoles de centres agricoles et expérimentation des nouvelles cultures, (vanilles et biocarburants, plantes a cacao, aloes vera), relance des cultures industrielles (caféier, quinquina et cacao) insémination artificielle gros bétail, plantation des arbres fruitiers et enfin la construction des entrepôts, des cliniques vétérinaires, de la réhabilitation des Centre d'Adaptation pour la Production des semences Améliorées ainsi que les routes de dessertes agricoles.

Jean Baptiste

## Budget 2011 en RD Congo : la portion congrue (0,6%) pour l'agriculture

Le Gouvernement congolais a évalué le projet de budget pour l'exercice 2011. Ce budget s'évalue à près d'USD 7 milliards (précisément 6,7 milliards Usd) contre près de 5 milliards en 2010, soit un accroissement de près de 19%. Il faut retenir que le niveau global des recettes se situe à 6.444,3 milliards de FC contre 5.607,5 milliards en 2010. Les recettes propres s'élèvent à 3.095,2 milliards de FC (48% des recettes totales) contre 2.958,7 milliards de FC pour les recettes extérieures (45,9%).

Il faut souligner que ce budget 2011, qui a été jugé recevable au niveau de l'Assemblée nationale, reste le premier après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE qui a vu s'effacer plus de 90% de la dette extérieure de la RDC. On pourrait dès lors penser que les fonds jadis disponibles pour le service de la dette devraient être affectés à des secteurs beaucoup plus porteurs comme ceux de l'agriculture. Surtout que l'exposé général de présentation de ce budget 2011 renseigne qu'en 2010, le Produit Intérieur Brut a pu enregistrer, en termes réels, une progression de 5,5% contre 2,2% sur l'ensemble de l'année 2009. Cette évolution s'explique par le regain d'activité dans certains secteurs

avec une contribution de 20,4% dont celui de l'agriculture. Malgré ces quelques fleurs jetées sur le secteur agricole, rien de consistant n'a vraiment été réservé pour l'agriculture en 2011. En effet, 36 105 714 425 FC est la part réservée à l'agriculture, soit 0,6 % et 52 975 246 988 FC pour le développement rural, soit 0,9 %. Une portion encore beaucoup plus congrue par rapport à la part réservée à l'Agriculture (0,6) en 2010. Pour les investissements du Gouvernement central, tout comme ceux financés sur ressources extérieures, une attention particulière sera accordée aux dépenses de lutte contre la pauvreté,



*La FOPAC remet son cahier de charge au gouvernement provincial du Nord-Kivu.*

notamment celles des ministères de l'Agriculture à hauteur de 66,2 milliards de FC) et du Développement rural (41,9 milliards de FC) etc. Ces sommes affectées au secteur agricole dans le cadre du budget 2011 vont servir à la poursuite par le Gouvernement de la politique de mécanisation agricole et de revitalisation des fermes semencières.

A cet effet, un soutien particulier sera apporté aux unités de production pilotes dans toutes les provinces. Il s'agit notamment du côté des investissements des projets d'appui à la promotion de l'agriculture commerciale dans l'hinterland de Kinshasa, d'appui au développement et à la réhabilitation des rizicultures, des cacaoyères, des fermes, des cliniques et laboratoires vétérinaires et ce, notamment par le renforcement des actions du Secrétariat Général, du SENASEM pour les semences et du SENAFIC pour les intrants agricoles.

Mais ce partage plein de bonne volonté cache mal la forêt de déceptions notées autour de cette politique de mécanisation qui, malgré bien d'efforts d'acquisition des tracteurs par le Gouvernement, n'a jamais vraiment produits des résultats escomptés. Bien plus, la loi semencière n'est pas encore en discussion au niveau du parlement.

La mise en œuvre de cette loi permettra à la SENASEM de travailler selon le règlement technique de la production du contrôle et de la certification des semences des principales cultures vivrières, des maraichères telles que le riz, maïs, arachide, haricot, soja, manioc, patate douce, lésine, mil. En attendant, il faut craindre que les fonds alloués au secteur semencier n'aient aucun impact.

Que dire d'autre ? Sinon que l'agriculture continue d'être le parent pauvre dans le programme général de développement de la RDC alors que ce secteur devrait bénéficier de plus d'attentions pour autant que plus de 70 % des populations congolaises vivent dans les zones rurales, agricoles et ne s'investissent que dans les travaux champêtres pour leur survie. Ce partage montre que la RDC est vraiment loin, aux antipodes de l'esprit de Maputo où les gouvernements africains se sont engagés en 2003 à réverser au moins 10% de leur budget national au secteur agricole



JB Lubamba In La voix du paysan n° 11

## Muungano wa shirika za wakulima wa mkoa wa Baswagha moja ya hizo 14 za FOPAC

Muungano wa vikundi vya wakulima katika mkoa wa Baswagha inaundwa na vikundi sita vikiwemo vile vikubwavikubwa viwili ambavyo ni SYDIP iliyo na vituo vya wakulima zaidi makumi

mane, UCOOVEPA ambayo ni umoja wa makoperative ya misingi sita. Hivyo hivyo kuna vile vikundi vingine kama IFED inayo na vikundi vidogovidogo kumi na viwili,UCOOFEA iliyo kwa ngambo yake vitatu. Halafu, COODAEMA na Avangisivavi ni shirika ambazo zimeundwa kipekee. Kwa ujumla wakulima mkoani Baswagha wanaungana ndani ya shirika 60 kama zile kubwakubwa na hata hizo ndogondogo.

Tunawafahamisha kwamba kwa ujumla, shabaha kubwa ya shirika hizo za wakulima mkoani Baswagha ni kuinua maisha ya mkulima kwa kupitia kazi zake za ukulima, ufugo,uvuvi na uhunzi. Ila imeonekana kabisa kwa nyakati hizi kuweko ukosefu wa usalama hasa katika vijiji mbalimbali vya eneo ya mangaribi ya mkoa huo, uhaba wa barabara za kupeleka mazao sokoni,ukosefu wa elimu kuhusu utumizi bora wa udongo na utuyaarishaji wa mavuno kwa ajili ya soko. Na mwishowe wakulima wamoja wamoja hawafikie vyombo vya kazi za mlimo na hata mbegu na mboleo. Ingawa mkoa wa Baswagha umekuwa wenye milima kabisa na kweli imeonekana kama ni moja ya hizo ambazo hazikufaidika na vyombo vya mlimo yaani tracteurs ambazo zilitolewa na serikali, wakulima wao wafikiri ya kwamba wakitumia hizo machini ndogo ndogo ambazo huitwa Motoculteurs kwa lugha ya kimombo, suluhisho kama hiyo yaweza kusaidia wakulima kwa uendeshaji bora wa kazi zao za kilimo. Ila kwa kutolewa hivyo vyombo, hao wakulima waomba kuwekwe mikakati ya mashisrika na hata serikali kwa kutolea mkulima mdogo mikopo zitakazo musaidia kwa uendeshaji wa kazi za kilimo.

Kakule Njiwa (Prezidenti wa umoja wa shirika za mkoa wa Baswagha)

## Mashirika za wakulima ni barabara

Mkoa wa Bashu unapatikana katika mtaa wa Beni . Huko vikundi tatu memba wa shirika FOPAC. Kati yavyo kuna COOPAHA, APAV, IPAD. Ya kwanza ni kaskazini, ya pili katikati na ya mwisho kusini. Kuna pia matawi ya vikundi vya mashirika SYDIP, IFED na UWAKI.

Nayo masharika ya wakulima inahusika na shuguli mbalimbali yaani COOPAHA inalima mihogo, maharagwe, nanasi,mihindi pamoja na kukusanya mazao yale yote. Pia imefungua chumba cha matunzo kwa wanamemba. Nalo shirika IPAD linalima viazi vya kizungu, mboga, kokoliko za kizungu na kugeuza mazao. Pia kuna kiwanda cha kushona.

Kila shirika lina nguvu zake na uregevu wake. Kwanza kuwa na wanamemba alisi, kutafuta soko la pamoja, kuwa na mashamba ya kukodisha pia watumishi na viongozi, kupana mbegu kwa mkopo mzunguko.Kuna pia magumu kama vile ukosefu wa mbegu nzuri na vyombo vya kazi. Wanamemba wadogowadogo kutojua maana ya kukusanya mazao. Zaidi ya hiyo kuna magumu ya kufikia mbegu nyipya wakati zile za zamani zashikwa mara na mara na magonjwa. Nayo mazingira yamepunguka.

Kakule Metya Martin (Président de l'union des OPA chefferie de Bashu)



## Lutte contre la crise alimentaire : la Fédération des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Est s'est concerté à Kinshasa

**Les leaders des fédérations des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Est se sont réunis à Kinshasa. Objectif : renforcer les capacités des agriculteurs de leurs Etats respectifs.**

Le Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage, en collaboration avec la Fédération des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Est a organisé, du 24 au 26 août 2010, un atelier de formation de ses membres. Cette première rencontre de la Fédération des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Est dans la capitale de la République Démocratique du Congo avait pour objectif le renforcement des capacités des leaders fermiers et producteurs agricoles de l'Afrique orientale.

Dans son adresse de circonstance, le secrétaire général a.i au ministère de l'Agriculture, Tshomba Mudimbi, a indiqué : « Il revient aux producteurs agricoles de l'Afrique de l'Est de tout mettre en œuvre pour influencer les politiques agricoles de leurs Etats et des organisations sous-régionales ». Il a, en outre, salué l'initiative des leaders paysans des pays de l'Afrique de l'Est, dont la République démocratique du Congo fait partie. Avant de noter que la crise alimentaire qui menace tous les pays de la planète doit préoccuper tout le monde. De son côté, le président de la Fédération des organisations des producteurs agricoles du Congo (FOPAC) et trésorier de EAFF, Paluku Mivimba Methusaleh, a rappelé que la volonté des Fédérations des producteurs agricoles des pays de l'Afrique de l'Est, date d'une décennie. Et de noter qu'elle est dictée par plusieurs facteurs, dont la globalisation des revendications paysannes au vu de leur similitude à travers les différents paysans ; l'ouverture des marchés, la proximité géographique qui impose le partage de stratégies dans la recherche de la promotion du monde rural et agricole ; la constitution des sous-régions par nos Etats où les organisations paysannes ne sauraient se contenter d'un simple statut d'observateurs. A titre illustratif, il a cité la CEPGL, le COMESA et l'East Africa Community.

Paluku Mivimba a cependant rappelé que c'est la deuxième fois que la RDC accueille le Conseil d'administration de cette fédération, car en 2002, il s'est tenu un autre conseil dans notre pays, précisément dans la province du Nord-Kivu à Goma. Par ailleurs, l'orateur a, au nom des participants, remercié les différentes autorités congolaises, pour avoir facilité la tenue de ces assises où divers leaders paysans échangent sur leurs expériences et stratégies. Pour conclure Paluku Mivimba a

déclaré comme suit : « Je suis convaincu que notre pays, la RDC, qui parmi les pays de l'Afrique de l'Est ici représentés, affiche un degré de structuration des organisations très faible, tirera le maximum de profit de ces assises en profitant autant que possible des expériences des fédérations des pays voisins et amis de l'Afrique de l'Est ».

S'adressant aux participants, le président des agriculteurs de l'Afrique de l'Est, Philip M. Kiriro, a pour sa part, invité les uns et les autres à renforcer davantage les capacités des agriculteurs. Ce qui leur permettra d'améliorer la production et lutter contre la crise alimentaire qui menace tous les pays du monde.

A noter que la Fédération des organisations des producteurs agricoles de l'Afrique dont la RDC fait partie comprend le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, Djibouti et Erythrée. En RD Congo, la FOPAC, la LOFEPACO, le SYDIP et la COOCENKI sont membres de cette fédération.

## CECAFEP, l'entrepreneuriat au féminin en R. Congo



Mme Marie-Angèle Kaswera, présidente de la CECAFEP.

Une contrainte majeure pour le développement de l'entrepreneuriat agricole familial au Nord-Kivu est le manque d'accès aux moyens d'investissements. La CECAFEP, Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole pour les Femmes Paysannes, tente d'y trouver une solution.

La LOFEPACO, Ligue des Organisations des Femmes Paysannes au Congo, est une grande plateforme de 12 organisations de femmes et mixtes, qui regroupe en tout quelques 20.000 membres dans la province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo.

Jusqu'en 2006 l'organisation offrait à ses membres un crédit rotatif, mais à cause de la guerre, l'arrivée de l'aide d'urgence avec ses dons, et l'attentisme que celle-ci a suscité, les bénéficiaires du crédit ont été confus, et les remboursements ne suivaient plus. Bon nombre pensait que le crédit octroyé était en fait un don.

Pour responsabiliser les membres, LOFEPACO a alors changé de cap, et a créé la CECAFEP. Le capital du crédit rotatif a été remis à cette caisse, et celle-ci a augmenté son capital avec les épargnes des membres. Aujourd'hui CECAFEP compte 3.773 membres, dont 2.531 membres ont effectivement épargné un montant total de 44.479,79 \$. Le montant total des crédits accordés depuis sa création remonte à 87.087 \$ dont 58.994 \$ ont été entièrement remboursés.

Pour obtenir un crédit, il faut d'abord avoir épargné au moins 10 \$. Le montant du crédit accordé sera au maximum entre 2 ou 3 fois le montant épargné. Le taux d'intérêt est de 2% par mois,

et l'échéance est de 4 mois pour les activités agricoles et 6 mois pour les activités commerciales. Selon les statistiques, 1/3 des crédits est utilisé dans les exploitations agricoles (intrants, main d'œuvre) tandis que 2/3 vont vers des activités commerciales des femmes membres.

Contrairement aux autres IMF, la CECAFEP n'exige pas la caution solidaire. Toute demande de prêt est traitée par un comité de crédit, composé de trois femmes élues par axe (en tout il y a 22 axes). Ce comité visite la requérante dans son exploitation, et vérifie si l'ILD (Initiative Locale pour le Développement) dont elle est membre est informée de la demande, car c'est celle-ci qui mettra la pression si les termes du remboursement ne sont pas respectés. En cas d'avis positif, le dossier est transmis au bureau central de la CECAFEP à Butembo, qui décide. En cas d'avis négatif, la requérante peut compter sur un appui du comité de crédit pour améliorer sa demande et la rendre plus acceptable.

Dans un entretien à Lukanga, où elle habite, avec la présidente de la CECAFEP, Mme Marie-Angèle Kaswera, la Présidente de l'UFAP (Union des Femmes Agricultrices Progressistes), Mme Irmina-Imelda Kavira, et l'animatrice de la LOFEPACO, elle-même ancienne gérante de la CECAFEP, Mme Tsonga Malisaba, nous analysons les forces et les faiblesses de l'IMF. Mais d'abord je voulais en savoir un peu plus sur la présidente. Mme Kaswera est mère de huit enfants, et agricultrice de profession. Elle dispose de trois parcelles de terre, avec une superficie combinée de 31 ares. Elle se spécialise dans la culture du maïs, et obtient un rendement annuel de 3 sacs. Pour fertiliser ses champs, elle a mis 4 chèvres en stabulation semi-permanente (il lui en faudrait au moins 10, dit-elle pour avoir assez de fumier pour tous ses champs).

Mme Kaswera est une dame très engagée. En plus d'être la présidente de la CECAFEP, elle est également secrétaire du Comité de Crédit de l'Union des Femmes Agricultrices Progressistes, et secrétaire de l'ILD « Mamans Tuendelee Article 15 Lukanga ». Ces responsabilités lui prennent pas mal de temps, mais heureusement ses enfants l'aident beaucoup pour les travaux champêtres.

Mes interlocutrices affirment que le capital de la CECAFEP est insuffisant pour couvrir toutes les demandes, mais les listes d'attente ne sont pas trop longues (une dizaine de personnes qui attendent max. 4 semaines). Le problème le plus important est toutefois le manque de moyens pour assurer un

suivi rapproché. Le volume des intérêts générés ne permet pas encore de porter ces frais. Le volume du capital prêté devrait être beaucoup plus important pour générer un montant adéquat.

Un autre problème est certainement la nécessité de former les membres du CA, des comités de crédit et aussi le personnel de la CECAFEP, pour augmenter leurs capacités. Toutefois les occasions d'apprentissage sont rares. Et même si on voulait inviter le Fonds d'Appui à l'Entreprenariat Féminin, une IMF active dans le milieu urbain de Butembo, les moyens pour le transport et pour les accueillir convenablement manquent.

Les grandes distances et le manque de budget pour couvrir les frais généraux pèsent sur le fonctionnement des organes. Le CA devrait se réunir tous les 3 mois, mais en réalité c'est difficile de

respecter ce rythme. C'est le secrétariat de la LOFEPACO qui partage les informations avec les membres du CA qui vivent dans des zones très dispersées et organise des consultations. Elles n'ont pas les moyens pour se rencontrer régulièrement. Les assemblées générales annuelles sont mieux respectées : la dernière a eu lieu le 16 décembre 2009.

Quand la présidente doit se rendre à Butembo, au siège de la CECAFEP, elle va à pied. Si elle quitte à 6h du matin, elle arrive vers 15h, après 9 heures de marche donc, sur une distance de 45 km. Quand les membres ont déposé leurs épargnes auprès du comité de crédit, c'est par cette même voie que l'argent est transféré à Butembo, où les gestionnaires le déposent ensuite sur le compte de la CECAFEP auprès d'une banque commerciale.

Mes interlocutrices sont d'accord que chercher un appui extérieur pour couvrir les frais de fonctionnement et de suivi n'a un sens que si un tel appui temporaire aide la CECAFEP à augmenter son capital jusqu'à atteindre un volume de crédits suffisant élevé pour que les intérêts payés permettent de supporter ces charges. Elles approuvent l'idée d'élaborer un plan d'affaires dans ce sens pour mieux concrétiser les objectifs des années à venir et fixer une stratégie pour y parvenir.

Quant au warrantage, il s'avère que la présidente – pour les mêmes raisons de manque de budget de fonctionnement (« on ne peut quand-même pas utiliser l'argent de nos membres pour cela ! ») – n'a pas encore eu l'occasion de visiter le système de warrantage de la CECAFEP à Kyatenga, qui se situe à une distance de 200 km de Lukanga.

Mme Tsonga explique qu'en cette première année d'expérimentation du système, les récoltes stockées ont dû être vendues trop tôt parce que la CECAFEP n'est pas propriétaire de l'entrepôt, et après trois mois le propriétaire réclamait son loyer sans plus attendre. Ainsi, le riz, qui valait 40 \$ par sac au moment de la récolte, n'a pu être vendu qu'à 75 \$ trois mois après, alors qu'il aurait pu remporter 85\$ (ou même 100 \$ sur le marché de Butembo).

Mais les remboursements n'ont pas suivi : les membres avaient besoin de leur argent pour pouvoir louer un tracteur pour la nouvelle saison, et les remboursements seront faits plus tard. En effet, le gouvernement a mis à leur disposition un tracteur qui permettra de cultiver une superficie plus importante et d'augmenter ainsi aussi leur capacité de remboursement.

Il n'est pas interdit de rêver : la CECAFEP espère un jour construire son propre entrepôt pour pouvoir ainsi valoriser au maximum les fluctuations saisonnières des prix. Et un moyen de transport serait aussi très utile pour transporter les récoltes vers le dépôt, et pour amener le maïs de Kyatenga le plus rapidement à Butembo. Car dans la vallée le maïs est rapidement attaqué par les charançons, tandis que sur les hauteurs de Butembo ce problème ne se pose pas. Warrantage : l'octroi de crédit à court terme dont la garantie est le stock de vivres de la requérante. Au lieu de devoir vendre la moisson immédiatement après, parfois même avant la récolte, à des prix dérisoires, pour combler les besoins en cash, le warrantage permet d'attendre la hausse des prix pendant la période de soudure. Le warrantage de la CECAFEP a permis de donner des crédits pour un montant de 50.000 \$. Seulement 1.598 \$ ont été remboursés jusque là.

Ivan Godfroid de l'ONG VECO



**Le budget du gouvernement provincial devra tenir compte de la réhabilitation des routes en milieux ruraux. L'un des efforts de la réalisation des OPA membres de la FOPAC. APAV est active dans le désenclavement du graben par une route reliant Bulambo à Kasindi avec l'appui de Helpage, IFDC/Catalist et VECO**